

Les Français souhaitent préserver l'aide au développement

L'aide française aux pays pauvres ne doit ni pâtir de la crise ni être utilisée au service des intérêts de la France, selon un sondage publié hier par l'AFD et l'Ifop.

Malgré la crise, il faut continuer à aider les pays pauvres. C'est le principal message du sondage publié hier par l'Agence française du développement (AFD) et l'Ifop. Sur les 1.000 personnes interrogées dans l'Hexagone, 69 % – soit 5 % de plus que l'an dernier – jugent « normal » de maintenir les montants de l'aide française au développement – plus de 3 milliards d'euros –, même en période de difficultés budgétaires. « L'étude a été réalisée cet été, avant l'explosion de la crise financière, mais les problèmes de pouvoir d'achat étaient déjà connus », précise Alain Renaudin, le directeur général adjoint de l'Ifop. Une personne sur trois (35 %) considère même que la France n'investit pas assez dans les pays en développement.

Le projet de loi de Finances risque toutefois de s'écarter des souhaits des sondés. « La composante bilatérale de l'aide est en forte baisse », déplore Jean-Michel Severino, le directeur général de

l'AFD, « attristé par cet ajustement », qui risque de rendre plus difficile le financement des projets d'éducation et de santé dans les pays pauvres. Lui comme d'autres, notamment dans l'entourage du secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet, espèrent toutefois un nouvel arbitrage budgétaire à la faveur de la crise financière. « On va essayer de remonter au créneau, mais nous sommes inquiets », confie un proche du dossier.

« Variable d'ajustement »

Sébastien Fourmy, porte-parole de l'ONG Oxfam en France, redoute que l'aide au développement ne serve de « variable d'ajustement », comme lors de la crise des années

1990 : « Elle avait alors été réduite de 25 % », rappelle-t-il. La crise n'est cependant, selon lui, qu'une « bonne excuse pour tailler dans les budgets de l'aide ».

L'enquête pointe une autre critique : 52 % des sondés souhaitent une aide « désintéressée », et non pas guidée par les intérêts diplomatiques ou économiques français. Un résultat qui devrait ravir les ONG qui, à l'instar d'Oxfam, la jugent « instrumentalisée » et « utilitariste ». L'aide devrait prendre la forme de transferts de compétences et de savoir-faire, plaident encore les personnes interrogées. A l'heure où le gouvernement Fillon entend, lui, donner la faveur aux prêts.

MARIE-CHRISTINE CORBIER

50 projets menacés en Afrique

Bombe. C'est un projet de courrier aux ambassadeurs qui va faire l'effet d'une bombe dans le monde de l'aide au développement. Selon l'ONG Oxfam – qui s'est procuré le document –, le gouvernement « envisage de couper les financements à au moins 50 projets en Afrique subsaharienne dès aujourd'hui ». « Pour la

seule région Afrique de l'Ouest, la ligne de soutien aux projets nationaux de 49 millions d'euros qui était prévue en 2008 disparaît en 2009 », déplore l'ONG. Cette décision se traduira par l'arrêt immédiat d'une série de financements destinés aux secteurs vitaux de ces pays, parmi les plus pauvres de la planète. »